



LA RÉPUBLIQUE GÉORGIENNE

Rédacteur en chef: Elisabeth Orbéliani.

Revue politique et littéraire. — Hebdomadaire. — Tiflis.

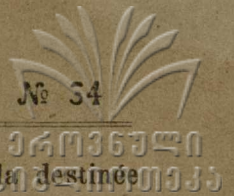
Batoum et la Géorgie.

Voici deux ans déjà que Batoum est séparé de la Géorgie; deux ans déjà que les Géorgiens-Musulmans de Batoum parlent en vain de la nécessité de réunir la province de Batoum à la Mère Patrie. Pourtant, cette question doit être réglée simplement et irrévocablement: Batoum — c'est la Géorgie. La Géorgie ne peut exister sans Batoum, de même que Batoum ne saurait exister sans la Géorgie.

Beaucoup ont des visées sur Batoum. Avant tous, la Turquie. Mais quels droits la Turquie pourrait-elle faire valoir sur une province, avec une majorité écrasante de population géorgienne, sur un port, relié à la voie ferrée principale géorgienne, un port qui constitue l'unique débouché de la République géorgienne vers la mer? Car Batoum, pour la Turquie, n'est d'aucune importance économique; il n'est relié avec aucun de ses grands centres de communications, et il ne présente de stations alimentaires pour aucune région de l'empire ottoman. Exiger la remise de Batoum à la Turquie, ne peut

être que le vœu de ceux qui n'ont pas cessé de rêver à la conquête du Caucase, — les aventuriers tures, qui, maintenant, pour leurs visées impérialistes, concluent une alliance avec les Bolchéviques. Non moins risibles sont les prétentions sur Batoum de la Russie de Dénikine. Pour que Batoum puisse avoir une importance quelconque pour la Russie, il est indispensable, préalablement, de fouler aux pieds l'indépendance des Républiques du Transcaucase. Le Batoum russe, séparé de la Russie par l'Azerbaïdjan et par la Géorgie, — c'est là une absurdité évidente. Mais c'est une absurdité non moins évidente de supposer maintenant que l'on puisse obliger les peuples du Transcaucase à se désister de leur indépendance. Et c'est pourquoi, le rêve des partisans de Dénikine, d'un „Batoum russe“, est actuellement une prétention simplement ridicule.

Batoum peut être ce qu'il a toujours été — un port du Transcaucase; mais il ne peut servir de port au Transcaucase qu'à la seule condition d'être le port de la Géorgie. L'Arménie et l'Azerbaïdjan ne peuvent amener leurs marchandises à



Batoum que par le territoire géorgien; et il faudra que la population géorgienne de Batoum se fonde avec tout le restant de la population de la Géorgie, afin de créer une culture économique commune et pour que Batoum devienne véritablement le port du Transcaucase.

Batoum est relié à la Géorgie, non seulement par l'unité et l'énorme majorité de sa population, mais aussi par toute son existence économique. Batoum ne peut se développer à l'avenir que comme un port géorgien, ou autrement ne pas se développer du tout.

Nous sommes certains que les Puissances Alliées escomptent cette circonstance. Et maintenant, après que l'Entente a reconnu la Géorgie, la question de la réunion des Géorgiens-Musulmans de la Province de Batoum à la Mère Patrie, n'est plus qu'une question d'avenir très proche.

Heures tristes.

Un grand malheur s'est abattu sur notre pays,—le crépe des jours de deuil semble voiler ses plaines, et le ciel même revêt des tons sinistres.

La nuit du 19 au 20 Février, à 3 heures du matin, un tremblement de terre est venu réveiller les habitants de Gori. La riante petite ville est détruite complètement, des villages voisins ont entièrement croulé, il y a des morts et des blessés; nous frémissons déjà d'en connaître le nombre.

Mon Dieu! que l'homme se sent petit en face de la nature!

Que sont nos ambitions, nos rêves, nos idées mêmes?—Néant et vanité, car à travers les joies, les luttes âpres, les pleurs, malgré l'extase ou le triomphe, nous marchons vers la mort.

Un engrenage puissant nous entraîne à sa guise, et lorsque nous croyons agir, vouloir, créer, nous suivons malgré tout des forces inconnues.

Aux heures les plus douces, la destinée jalouse revendique ses droits; Némésis nous guette au tournant du chemin, et nous demeurons là, accablés de stupeur, courbant la tête devant l'inévitable. La Géorgie aussi vivait des jours joyeux, depuis le 12 Janvier. Reconnue par l'Entente, n'allait-elle pas enfin se reposer un peu? connaître la paix sainte des foyers libérés et de sa terre indépendante? Et voilà qu'un désastre ternit son allégresse. Le mystère inconnu, les causes profondes planant sur toutes choses,—insaisissable fil, allant des mers aux cieux, des étoiles aux abîmes,—la serrent dans leur étau.

Des larmes, des sanglots assombrissent l'aurore.

Oui, nous vivons des heures tristes, mais la tristesse même est moins lourde qu'autrefois,—des yeux indifférents n'outragent plus sa majesté, et c'est la Géorgie qui l'abrite dans son coeur.

Elisabeth Orbéliani.

BATOU M.

Déclaration du Conseil Géorgien-Musulman.

Dans le 21 numéro du journal „Nache Kraï“ à la date du 30 Janvier, sous la signature du Conseil National des Musulmans Fédérés de la province de Batoum, il y a une lettre intitulée „Déclaration Importante“. On parle, dans cette lettre, du discours de M. B. Abachidzé, et l'on souligne que ce dernier n'était pas qualifié pour faire une déclaration de ce genre au nom de la population de la province de Batoum.

Les habitants de la ville de Batoum et de la province, ainsi que le gouverneur militaire n'ignorent pas que le 31 Août de l'année dernière, il y a eu, à Batoum, une réunion des représentants légaux et des fondés de pouvoirs de la Géorgie Musulmane (province de Batoum), autorisée par le gouverneur militaire en personne et présidée

par Mamed-Bek-Abachidzé. Les représentants diplomatiques et les Consuls des Etats voisins assistaient à cette réunion: il y avait ceux de Géorgie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Perse etc... En leur présence, les représentants et les fondés de pouvoirs de la population primitive—les Géorgiens-Musulmans—déclarèrent, solennellement, „devant Dieu et devant le monde entier“ qu'ils étaient Géorgiens, et que la région de Batoum, formant une partie intégrale de la Géorgie, devait lui être adjointe sur des bases autonomes. Copie de cette décision fut envoyée au gouverneur militaire, à la Conférence de la Paix, à Paris, et aussi à tous les Etats ayant pris part à la Conférence. A cette même réunion, pour mettre en pratique cette décision, on choisit le Medjliss, dont le Président est Mamed-Bek-Abachidzé. Il ressort de ceci avec évidence, que le désir de la population primitive de la province de Batoum—les géorgiens-musulmans—a été exprimée avec une entière précision par Mamed-Bek-Abachidzé, dans le discours qu'il a prononcé au banquet, organisé à l'occasion de la reconnaissance de l'indépendance de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan.

Comme président du Médjliss, il jouit de l'entière confiance de la population, et son devoir lui impose, au cours de ses fonctions, d'exprimer les aspirations et les désirs du peuple qui l'a choisi. Il est intéressant de savoir au nom de „quelles peuplades musulmanes fédérées de la province de Batoum“ agit le Conseil National sus-mentionné, et au nom de quelle population il fait sa déclaration? Ce sont peut-être divers aventuriers politiques, du camp des „Unionistes“ se donnant le titre de „tribus musulmanes“, ayant fui de Turquie et se cachant chez nous. Notre population connaît trop bien l'histoire de l'origine de ce Conseil et son caractère aventurier.

La population primitive de la province de Batoum—les géorgiens-musulmans—ont clairement et catégoriquement exprimé leur volonté au sujet de l'avenir de l'arrondissement de Batoum, et ont, par cela même,

mis fin à toutes sortes de tentatives de divers aventuriers politiques. Ceci tout le monde le sait: le gouverneur militaire de Batoum, tous les Etats voisins, la Conférence de la Paix et l'Europe entière.

Le Conseil National des Géorgiens-Musulmans de la province de Batoum.

Réponse du Ministre des Affaires Etrangères Khan-Khoïsky, à Tchitchérine.

Moscou. A Tchitchérine, Commissaire National aux Affaires Etrangères.

Le Commissaire National aux Affaires Etrangères Tchitchérine, dans son radiotélégramme de Moscou, du 28 Janvier, affirme, contrairement aux usages internationaux, que la déclaration du Ministre Khan-Khoïsky ne concorde pas avec les faits universellement connus. Pour réfuter, à son tour, les déclarations de Khan-Khoïsky, il cite des faits dont certains n'ont jamais existé; il présente les autres sous un faux jour, ce qui peut s'expliquer par le fait que le gouvernement des Soviet manque d'informations suffisantes sur les événements de l'Azerbaïdjan. Le gouvernement de l'Azerbaïdjan, se considérant comme neutre dans la lutte avec la Russie, a expulsé de la ville de Bacou le général Prgévalsky, avec tout son Etat-Major. Non seulement il n'a pas admis dans la région de l'Azerbaïdjan la mobilisation d'officiers russes, pour les incorporer dans l'armée de Dénikine, mais il a expressément défendu au général Prgévalsky de publier dans les journaux l'appel fait aux officiers russes dans la ville de Pétersbourg. Le gouvernement de l'Azerbaïdjan, n'a non seulement jamais rien entrepris contre les intérêts des montagnards du Daghestan et du Caucase du Nord, dans leur lutte avec le général Dénikine pour leur indépendance, mais au-contre, le gouvernement de l'Azerbaïdjan a toujours prêté, et continue à le faire, par tous les moyens en son pouvoir, aide et secours aux montagnards, dans cette lutte, s'efforçant, invariablement, de renvoyer

les forces de Dénikine de leur territoire. De même les autres déclarations du Commissaire National Tchitchérine manquent de fondement lorsqu'il parle des rapports réciproques du gouvernement de l'Azerbaïdjan avec le commandement de l'armée volontaire; car le gouvernement de l'Azerbaïdjan sait parfaitement priser, à leur juste valeur, les sincères intentions de ce dernier. Tout en approuvant la ferme décision du gouvernement des Soviet de se laisser guider invariablement par le principe du droit qu'ont les peuples de statuer librement sur leur sort, le gouvernement de l'Azerbaïdjan doit, néanmoins, constater avec un sentiment de profond regret, qu'aucun des deux radiotélégrammes du Commissaire National Tchitchérine, ne reconnaît clairement et catégoriquement de la part du gouvernement des Soviet, l'indépendance absolue de la République d'Azerbaïdjan. Tandis qu'il l'a déjà fait par rapport à la Pologne, à la Finlande et à l'Esthonie, bien que le gouvernement des Soviet se trouvât même en état de guerre avec ces Etats. C'est pourquoi, le gouvernement de l'Azerbaïdjan, considérant comme désirable et indispensable d'établir des rapports de bon voisinage entre le peuple russe et celui de l'Azerbaïdjan, trouve que tous pourparlers à propos de cette question et d'autres, doivent être basés sur la reconnaissance absolue, par le gouvernement des Soviet, de la souveraineté et de l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan.

Le Ministre des Affaires Etrangères de la République de l'Azerbaïdjan: **F. Khoïsky**,
5 Février 1920.

Terrible tremblement de terre en Géorgie.

Dans le district de Gori.

Une terrible calamité frappe un des plus florissants districts de la Géorgie—le district de Gori.

Le 20 Février, à trois heures de la nuit, on ressentit dans la ville de Gori et dans

les environs, la première secousse du tremblement de terre qui a démolí plusieurs dizaines de mille maisons et causé nombre de victimes.

A 2 heures 45 de l'après-midi, eut lieu la seconde secousse, qui acheva les ruines.

Les détails de l'événement se présentent comme suit:

Toute la population, après la première secousse, sortit effrayée dans les rues et passa toute la nuit à la belle étoile. Les secousses du sol continuèrent presque sans interruption, depuis le moment de la première, jusqu'au soir du 20 Février, lorsque le narrateur quitta Gori. Ceci maintint l'état de panique parmi les habitants, personne ne se décidait à réintégrer son domicile, et c'est précisément à cela qu'il faut attribuer que la seconde secousse n'ait causé que relativement peu de victimes. Cette secousse, accompagnée d'un terrible grondement souterrain, eut lieu, le 20 Février à trois heures de l'après-midi. Presque toutes les maisons de la ville furent démolies.

Parmi les bâtiments écroulés, il faut citer entre autres ceux d'Eroba, de Conseil Municipal, de la poste, du gymnase, de l'ancien séminaire, de la caserne et de la prison. La vieille forteresse de Gori est presque entièrement détruite. Le Trésor a résisté, et si quelque chose, en général, a résisté en ville, ce sont les maisons en bois.

Par suite de l'écroulement des constructions, la ville fut enveloppée d'une poussière qui empêchait de distinguer quoi que ce soit dans le chaos environnant; on entendait seulement les cris de terreur, les aboiements des chiens, les mugissements du bétail, les hennissements des chevaux etc... Tout cela augmentait la frayeur et le trouble.

Une secousse ininterrompue du sol accompagnait les grondements souterrains. La population, (environ 20 mille hommes), ayant perdu tous ses biens, reste, à ciel ouvert, exposée au froid et à la faim.

A Gori, à l'exception peut-être du Trésor, il ne reste pas une seule maison que l'on puisse utiliser au moment où la ville

sera rebâtie. Pour rebâtir la ville, il faudra commencer par démolir et emporter tout ce qui reste des constructions. Une portion insignifiante des biens des habitants pourra seule être sauvée de dessous les décombres. Jusqu'à présent il est impossible de procéder à ces travaux, vu que les secousses du sol continuent. Ainsi le 22 Février, entre 2 heures et demie et trois heures, on a ressenti, à Gori, deux assez fortes secousses souterraines.

Il est impossible, même approximativement, d'évaluer les dégâts matériels, causés par cette calamité aux habitants du district et, par contre-coup, à toute la République. Une chose est certain: les proportions de la catastrophe sont si considérables, que ce n'est que par des efforts unanimes et le concours fraternel de toute la population de la république, que l'on pourra parvenir à panser la blessure. Les villages ont encore plus souffert que la ville. Sont entièrement détruits: les villages de Khidistavi, Okhéra, Skra, Doéssi, Kheltoubani, Oupliss-Tsikhé, Karagadji, Khandaki, Ourbnissi, Khovlé, Tortiza, Aténi et Sassereti; d'autres villages ont également souffert.

Situation des Sinistrés.

Une partie de la population de Gori est déjà partie pour les villages éloignés du district, l'autre partie est évacuée principalement sur Khachouri, Sourami et Borjomi. Un nombre considérable de personnes s'abritent, jusqu'à présent, dans les rues et sur les places publiques, sous des tentes ou sous des hangars montés à la hâte. Evidemment, ni tentes, ni hangars ne peuvent prémunir contre le froid et la pluie. Il faut s'attendre à un grand accroissement de maladies.

C'est surtout la population villagoise qui se trouve dans une situation fort précaire; les villages éloignés n'ont pas encore reçu de secours. Complètement désespérés, les paysans montrent fort peu d'aptitudes à organiser les secours. Il faut leur fournir, le plus vite possible, des tentes et des produits alimentaires.

Organisation des Secours.

Le Comité de Secours aux Sinistrés, organisé par le Gouvernement, travaille énergiquement. Le blé arrive en quantité suffisante: on apporte du sucre, des conserves et autres produits alimentaires; le train sanitaire recueille les malades et les blessés. Des mesures sont prises pour répartir les fuyards dans les locaux disponibles à Khachouri, à Sourami et à Borjomi; on organise, dans ces endroits, des stations d'approvisionnement.

A Gori, sous la présidence de D. Oniachvili, et avec le concours du président des organisations publiques locales, travaille le Comité de Secours, chargé de la sauvegarde des biens de la population, de la distribution de l'approvisionnement et de la surveillance sanitaire. Les soldats et les gardes nationaux fournissent le service en ville.

Sur la Voie Ferrée.

Les gares d'Ouplistsikhé, de Gori et de Skra sont démolies, ainsi que nombre d'autres constructions dans ces gares. Les installations du chemin de fer ont fortement souffert. Entre les stations de Grakali et de Skra, la voie s'est affaissée, et par endroits, le long de la ligne, sur une longueur de plusieurs dizaines de mètres, on voit une fissure.

Malgré tous ces dégâts importants, la circulation, grâce au travail énergique de l'administration et à l'intrépidité du personnel du chemin de fer, sur place, n'a été interrompue que pendant un court laps de temps, le jour du tremblement de terre. Dans la nuit du 22 Février, la circulation fut entièrement rétablie.

A leur poste.

Nombre d'employés des administrations de l'Etat ont fait preuve d'un remarquable attachement à leur devoir: aux heures les plus terribles, bien que menacés de mort, ils restèrent à leur poste accomplissant leur devoir. Ce sont les employés du chemin de fer, les télégraphistes et les téléphonistes

qui se sont conduits le plus vaillamment. Ils sont encore, actuellement, dans des conditions terribles—dans le froid et dans la boue, souvent à ciel ouvert, et continuent leur service, sans murmurer. Il faut espérer que les administrations dont ils dépendent, publieront les noms de famille de ces héros.

Arrêté du Gouvernement.

Par arrêté gouvernemental, en date du 20 Février, on a formé „un comité gouvernemental spécial de secours aux sinistrés du tremblement de terre“; ce comité est composé de Ministre de la Justice A. M. Arsénidzé (Président), du chef de la section médicale et sanitaire au Ministère de l'Intérieur, S. Djaparidzé, et de A. Saloukvadzé, membre de l'Etat-Major de la Garde Nationale. Ce comité est complété par les représentants du Syndicat des villes, des Erobas et des sociétés de la Croix Rouge. Le comité est chargé de la haute direction de tous les secours à donner aux sinistrés. Les conseils municipaux des villes et des Erobas ont reçu l'ordre de prêter leur entier concours au comité. Le Ministre des Fournitures est chargé de fournir au comité des subsides en argent, jusqu'à la publication du décret officiel, mettant des sommes spéciales à la disposition du comité.

Toutes les administrations, et en particulier les ministères des Voies et Communications et de l'Agriculture sont priés de mettre immédiatement, à la disposition du Comité, à titre de prêt, toutes les marchandises et matériaux se trouvant dans leurs dépôts. Le comité a le droit de recueillir des offrandes.

Appel du Chef du Gouvernement aux Villes et aux Erobas.

Le gouvernement a adressé aux Villes et aux Conseils Municipaux des Erobas la circulaire suivante:

„Le 20 de ce mois, un tremblement de terre a entièrement détruit Gori, les villages environnants et les stations du chemin de

fer. Des milliers, des dizaines de mille hommes sont dans les rues, sans abri, sans aide, sans habits, mourant de faim. Beaucoup sont ensevelis sous les ruines. Je vous exhorte à Vous joindre au gouvernement pour l'aider à supporter ce grand désastre. Prenez vos mesures pour que toute la population aide Gori—la ville la plus ancienne de Karthli et permette aux villages détruits de renaître et de ne pas disparaître ainsi de la surface du sol géorgien.

L'aide du gouvernement, c'est une goutte dans la mer, au milieu des difficultés ambiantes. Il est indispensable que toute la nation s'émeuve et vienne offrir son obole à ses frères deshérités. Faites part de ceci au peuple et commencez à récolter „pour le fonds de Gori“.

Gori doit renaître et redevenir le coeur de Karthli“.

Le Chef du Gouvernement: **N. Jordania.**

Appel du Comité Principal de secours aux sinistrés du tremblement de terre.

Un malheur terrible et imprévu a frappé notre république.

Un tremblement de terre a détruit la ville de Gori, Khidistavi, Skra et beaucoup d'autres villages dans la vallée d'Ateni. Nombre de soutiens de famille sont ensevelis sous les ruines; d'autres restent, à ciel ouvert, exposés au froid et à la faim, dans ce rude hiver.

Et ils sont condamnés à périr, si on ne leur vient pas en aide. Figurons-nous une ville et des villages détruits, des maisons en ruines, des tués et des blessés, des gens sans abri, pris de panique, les pleurs des femmes et des enfants—et alors notre coeur dictera à chacun sa conduite:

Nous devons remplir notre devoir d'homme et de citoyen envers nos malheureux concitoyens, nous devons soulager leurs souffrances, les consoler dans leur affreux chagrin.



ქართული
საზოგადოებრივი

Nous devons sécher leurs larmes et prouver, véritablement, que nous sommes solidaires avec eux dans le malheur. Figurez-vous, qu'à leur place, se trouvent vos enfants, vos soeurs, vos frères, votre père, votre mère; vous sacrifieriez tout pour eux.

Ces malheureux sont nos proches—le sang de notre sang, la chair de notre chair.

Citoyens, nous devons leur venir en aide, leur faire sentir qu'ils ne sont pas complètement abandonnés au hasard et laissés sans soutien. Chargeons-nous de leur cause, soutenons-les.

Si ce soutien n'est pas unanime, rapide et généreux, les survivants, dans ce rude hiver, mourront de froid et de faim, et ceci sera une honte pour nous

Dans les jours de calamité, nous devons tout particulièrement être scrupuleux dans l'accomplissement de nos devoirs, et porter dignement le nom de citoyens de la République.

Sur la proposition du Président de notre gouvernement, on a déjà formé un Comité de Secours pour les sinistrés, qui recueille les offrandes de tous genres. De semblables comités doivent être organisés dans toutes les villes et dans tous les villages de notre patrie. Ce malheur national doit soulever la générosité de toute la Géorgie.

Poètes, écrivains, tous les amis des Arts, les administrations publiques, les théâtres, les clubs,—tous doivent remplir un devoir sacré en fournissant un secours rapide aux victimes du tremblement de terre.

Prouvons que notre république est aussi unie dans le malheur que dans la joie.

Tout le pays doit constater que le malheur d'un citoyen est un malheur public.

Le Comité Principal de Secours aux Sinistrés du tremblement de terre.

La Mission Italienne.

La Mission Civile Italienne a fait don de 200,000 roubles au profit des sinistrés du district de Gori.

Par ordre du chef de la mission civile italienne, on a envoyé vendredi le 20 Fevr. à Gori et dans les environs des accessoires de pansement; samedi, le médecin en chef de la Mission, Djengo, est parti avec son personnel.

La Mission Française.

Le 21 Février, le chef de la Mission française, le Comte de Nonancourt a rendu visite au Ministre des Affaires Etrangères et lui a exprimé ses condoléances à propos du malheur qui frappe la Géorgie. Il a dit que la Mission Française faisait don de 100,000 roubles au profit des victimes du tremblement de terre. Le Comte de Nonancourt part, avec les membres de la Mission, visiter les ruines de Gori.

EN GÉORGIE.

Arrivée à Tiflis de la Mission Italienne.

Une Mission civile italienne, ayant à sa tête le sénateur Conti, est arrivée à Tiflis.

Le 17 Février, cette mission fut reçue par le Président du Cabinet des Ministres. Le sénateur Conti, chef de la Mission, eut un long entretien avec le remplaçant du Chef du gouvernement, le Ministre des Affaires Etrangères de la Géorgie, E. P. Guéguetchkori.

La Mission visita ensuite le Palais et la Salle de l'Assemblée Constituante, où le chef du gouvernement la salua au nom de l'organe législatif suprême de la Géorgie, lui souhaita de travailler avec fruit et d'établir des liens d'étroite amitié entre l'Italie et la Géorgie. Les Membres de la Constituante accueillirent la délégation avec des applaudissements unanimes.

Le 18 Février, le sénateur Conti, chef de la Mission et le Président de l'Assemblée Constituante A. Lomtadzé, échangèrent des visites.

La veille, la commission technique de la Mission était partie pour Khachouri, afin de visiter le dépôt du chemin de fer et le col de Sourami.

Télégramme d'Eroba de Gourie à Monsieur Wardrop.

„Toute la Gourie, à même de prendre connaissance de la situation de la Géorgie, d'après les rapports du membre de l'Assemblée Constituante, A. Tchkhenskéli, Vous adresse un sincère salut, à Vous, représentant de la Grande-Bretagne à propos de l'appui que Vous avez prêté à la Géorgie pour la conquête de son indépendance. La Géorgie fête son indépendance. Mais cette joie est assombrie par le fait que, jusqu'à présent, la région de Batoum n'est pas restituée à son ancien possesseur—au gouvernement géorgien. C'est avec impatience que la Géorgie attend le moment où elle pourra compter dans ses frontières la région de Batoum. Le peuple géorgien est profondément convaincu, que grâce à Votre entremise, la Grande-Bretagne, et, grâce à Elle, les Etats Alliés, dans la solution définitive de la question de Batoum, prendront une résolution sage et équitable. Nous Vous souhaitons longue vie, pour la gloire de la Grande-Bretagne et pour le profit de la petite Géorgie“.

Reconnaissance de fait par le Général Dénikine des gouvernements des Républiques Transcaucasiennes.

Le 13 Février, le colonel Den, représentant au Transcaucase du Général Dénikine, commandant en chef des forces armées de la Russie du Sud, a fait part, officiellement au Ministre des Affaires Etrangères, E. P. Guéguetchkori, que le général Dénikine avait reconnu de fait l'existence des gouvernements de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

A propos de la reconnaissance de l'indépendance de la Géorgie.

Le comité central du parti „Goumett“ en Géorgie, à l'occasion de la reconnaissance par l'Entente de l'indépendance de la

Géorgie, a envoyé au chef du gouvernement géorgien le télégramme de félicitations suivant: „Tiflis, au Président du Gouvernement. Le parti du prolétariat turkmène et des paysans laborieux de la Géorgie „Goumett“ Vous salue chaleureusement et félicite, en Votre personne, la démocratie géorgienne, à propos de la reconnaissance de l'indépendance de notre république. Puisse notre patrie se fortifier, grâce aux efforts des meilleurs de ses fils, incarnés en Vous, comme notre guide“.

Jubilé de D. Kldiachvili.

Le 15 Février, au théâtre d'Etat, la société géorgienne fêtait le jubilé de 30 ans, de l'émérite auteur D. Kldiachvili. Le théâtre était bondé. Etaient présents: les membres du Présidium de l'Assemblée Constituante, du gouvernement et nombre d'hommes politiques et publics.

La solennité commença par un discours du docteur Gomartéli, qui caractérisa, brièvement, la carrière littéraire de D. Kldiachvili. Quand celui-ci apparut sur la scène, on lui fit une ovation enthousiaste.

Il fut salué, au nom de l'union des écrivains, par K. Makachvili; au nom du Présidium de l'Assemblée Constituante et de la Commission des Beaux-Arts, par J. Gomartéli; pour la ville de Tiflis, par B. Tchkhikvichvili et pour l'union des villes, par Djadjanachvili; il y eut aussi des félicitations de la société d'histoire et d'ethnographie géorgienne, des étudiants de l'Université d'Etat, de la société dramatique et de nombreuses autres organisations administratives et publiques.

On donna lecture des félicitations venues de la province.

Kldiachvili, dans sa courte réponse, dit, entre autres: „Je suis heureux d'avoir vécu jusqu'à la reconnaissance de l'indépendance de la Géorgie, et de lui voir occuper la place à laquelle elle a droit dans la famille internationale“.

Il remercia ceux qui avaient offert des félicitations. On donna ensuite 2 pièces de l'auteur: „Oubédouréba“ et „Darispanis Gassatchiri“.